

Conseil communautaire

du vendredi 27 septembre 2024 à 15h00

à la Maison de l'intercommunalité

Liste des délibérations affichée le 4 octobre 2024

PROCES-VERBAL DE SEANCE

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre, le Conseil de la communauté de communes du massif du Vercors s'est assemblé en session ordinaire, à Villard-de-Lans après convocation légale, sous la présidence de Franck GIRARD

Étaient présents : tous les membres en exercice à l'exception de Serge BIRGE (pouvoir à Véronique BEAUDOING), Laurence BORGRAEVE (pouvoir à Claude FERRADOU), Bruno DUSSE, Patrick GAUDILLOT, Maryse NIVON, Sylvie ROCHAS (pouvoir à Hubert ARNAUD), Maud ROLLAND (pouvoir à Michèle PAPAUD), François RONY, Catherine SCHULD (pouvoir à Myriam BOULLET-GIRAUD) et Jean-Paul UZEL (pouvoir à Arnaud MATHIEU)

Monsieur Thomas GUILLET est désigné comme secrétaire de séance

1. Approbation du procès-verbal de la séance précédente

Le procès-verbal de la séance précédente est approuvé.

2. Décisions du Président dans le cadre de ses délégations

● **Décision n°20/24** : attribution du marché de services pour l'abonnement à la plateforme AWS pour la passation des marchés et la publication des annonces légales relatives aux marchés publics à la société Ebra Médias Rhône-Alpes dans les conditions suivantes :

- le montant de l'abonnement annuel à la plateforme s'élève à 1 308 € TTC
- le montant maximum estimé de publications d'annonces légales s'élève à 12 000 € TTC par an
- le marché est conclu pour une durée d'un an à compter du 23 juin 2024

● **Décision n°21/24** : attribution du marché d'étude « quel développement économique et touristique pour le territoire de la CCMV ? Vision à 2040, plan d'actions 2025 à 2030 » à la société Politeia SAS pour un montant de 59 610 € TTC

● **Décision n°22/24** : commande pour la collecte des déchets professionnels auprès de la société Terr'Eau Vercors dans les conditions suivantes :

- la collecte est estimée à 22 tonnes
- le montant est de 34 815 € TTC

● **Décision n°23/24** : attribution du marché de travaux de renforcement de la conduite d'eau potable et d'extension du réseau d'eaux pluviales situé chemin de Rochefort à Lans-en-Vercors à la société SNTP Pizzaro dans les conditions suivantes :

- le montant est de 67 459,20 € TTC
- le marché est conclu pour une durée de 2 mois

● **Décision n°24/24** : modification par voie d'avenant du marché de mission de conciergerie du bâtiment du Téléspace Vercors dans les conditions suivantes :

- les termes et les montants initiaux du marché : 6 480 € TTC pour une durée de 36 mois
- les nouveaux termes et montants du marché : 5 760 € TTC pour une durée de 32 mois

● **Décision n°25/24** : attribution du marché de prestations de services pour l'impression du magazine intercommunal à la société Manufacture d'histoires deux-ponts dans les conditions suivantes :

- le marché est conclu pour une durée d'un an reconductible 3 fois pour une période d'un an
- le montant est de 29 370 € TTC pour sa durée totale

● **Décision n°26/24** : modification de la régie d'avance d'Activ'Ados

● **Décision n°27/24** : commande pour l'excavation et l'évacuation de terres polluées à la société Odemard TTP pour un montant de 17 434,08 € TTC

● **Décision n°28/24** : achat de sacs de levage pour le parc de containers semi-enterrés de la CCMV auprès de la société SA Plast'up pour un montant de 12 789,60 € TTC

● **Décision n°29/24** : modification de la régie d'avance et de recettes tourisme

● **Décision n°30/24** : attribution du marché d'assistance technique pour la production et la distribution d'eau potable à Corrençon-en-Vercors, Engins et Saint-Nizier-du-Moucherotte à la société Véolia Eau-Compagnie générale des eaux dans les conditions suivantes :

- le marché est conclu pour un montant forfaitaire annuel de 34 992 € TTC
- le marché est conclu pour une durée d'un an du 1^{er} septembre 2024 au 30 août 2025 et n'est pas reconductible



- **Décision n°31/24** : achat de composteurs grutables pour la collecte des biodéchets auprès de la société Complementary 38 pour un montant de 37 944 € TTC
- **Décision n°32/24** : achat du nouveau mobilier (tables, chaises et meuble d'accueil) pour la grande salle de réunion de la Maison de l'intercommunalité à la société Holi-E pour un montant de 19 763,04 € TTC

3. Demande de subvention au titre de l'Espace Valléen pour le plan de structuration de l'offre vélo sur le Vercors 4 Montagnes pour 2025-2027

Dans le cadre de la diversification touristique 4 saisons du territoire, la CCMV porte un projet de structuration et de développement de ses itinéraires vélo et notamment VTT établi sur 3 ans de 2025 à 2027. Celui-ci est inscrit au programme des actions portées par l'Espace Valléen (opération 1110) du Parc naturel régional du Vercors en tant qu'action prioritaire.

A ce titre, pour le mener à bien, la communauté de communes sollicite une subvention auprès de l'Agence nationale pour la cohésion des territoires, de la Région Auvergne Rhône-Alpes et du Conseil départemental de l'Isère.

Ce financement vise à permettre le réaménagement des itinéraires destinés aux pratiques du vélo loisirs dans le but de replacer le territoire comme une destination qui compte à l'échelle nationale.

Ce plan d'investissement permettra de moderniser et structurer les itinéraires existants et de développer les itinéraires nouveaux dans l'objectif de proposer une offre claire et lisible pour l'ensemble des pratiquants (locaux ou touristes) et de favoriser un meilleur partage des espaces naturels en concentrant les pratiquants sur des itinéraires officiels et concertés.

Cette offre privilégiera des itinéraires sur le domaine public et proposera un cadre sécuritaire aux propriétaires privés souhaitant ouvrir leur parcelle au grand public. Ainsi constituée, elle répondra aux attentes des pratiquants actuels dans toutes les pratiques (gravel, enduro, VTT de descente, cross-country) en tenant compte des avancées technologiques du matériel proposé par les fabricants notamment la généralisation de l'assistance électrique. Elle permettra également de développer un réseau de services essentiel à l'attractivité d'une destination vélo tels que des stations de réparations, des bornes de recharge ou des points de lavage.

Des outils de sensibilisation accompagneront le déploiement de cette offre pour favoriser le respect des espaces naturels et de ceux qui y travaillent.

Le montant d'aide sollicité est de 163 600 € HT pour un coût d'opération qui s'élève à 228 500 € HT.

Considérant les modalités de financement suivantes :

Projet	Financiers	Taux	Montants (€ HT)
Plan de structuration de l'offre vélo sur le Vercors 4 Montagnes pour 2025-2027	ANCT*	12,15 %	27 760,00 €
	Région Auvergne Rhône-Alpes	43,03 %	98 320,00 €
	Conseil départemental 38	16,42 %	37 520,00 €
	Autofinancement CCMV	28,40 %	64 900,00 €
Total		100,00 %	228 500,00 €

* ANCT : Agence nationale pour la cohésion des territoires

Il est proposé au conseil communautaire :

- de solliciter une subvention auprès de l'Agence nationale pour la cohésion des territoires à hauteur de 27 760 € HT, de la Région Auvergne Rhône-Alpes à hauteur de 98 320 € HT et du Conseil départemental de l'Isère à hauteur de 37 520 € HT pour le plan de structuration de l'offre vélo sur le Vercors 4 Montagnes pour 2025-2027 ;
- d'autoriser le Président à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Michaël KRAEMER précise que c'est la seule action inscrite dans l'actuel Programme opérationnel interrégional du massif Alpin (POIA) pour la CCMV.

Claude FERRADOU remarque que ce plan vélo date de novembre 2023 alors que des nouvelles dégradations liées aux pistes de VTT sauvages ont été constatées cet été dans des forêts privées. Pour permettre leur utilisation, une quarantaine d'entre elles ont été référencées durant l'année 2022 sur des sites et des plateformes nationaux et internationaux. Selon lui, c'est anodin de demander une subvention. En revanche, nous devons être attentifs à l'évolution de cette offre vélo qui pour le moment n'est pas convaincante vis-à-vis des problématiques d'intrusion et de réalisation de ces pistes sauvages sur le territoire. Il y a un réel problème de préservation du biotope, du respect de la propriété privée et de responsabilité des propriétaires en cas d'accident. Compte tenu de ces raisons, il souhaite s'abstenir.

Michaël KRAEMER indique que cette offre vélo concerne le gravel, l'enduro, le VTT de descente et le cross-country alors que la problématique évoquée concerne exclusivement l'enduro. Donnons-nous les moyens de travailler sur ce dossier et de mettre en place des actions grâce notamment à cette demande de subvention. Il rappelle que certaines collectivités du territoire travaillent sur la création de pistes officielles sur des terrains publics ou privés



avec l'accord des propriétaires. Cela fait partie d'une offre touristique en cours de développement dans l'objectif qu'elle soit structurée. Tous les acteurs doivent « mettre de l'eau dans leur vin » afin de retrouver une zone d'écoute et d'entente. Le développement de ce plan vélo peut apporter une réponse aux vététistes et aux propriétaires forestiers.

Christiane CLEMENT-DIDIER comprend que nous mettons un cadre sécuritaire avec des obligations et des interdictions de fréquentation. En contrepartie, elle se demande si des solutions ont été envisagées pour les faire respecter sachant que la communauté de communes n'a pas la possibilité d'exercer des contrôles sur l'ensemble du Plateau. Michaël KRAEMER insiste sur le fait que les élus peuvent compter sur le garde rural et les policiers municipaux pour faire de la prévention et faire respecter les règles. Nous devons aujourd'hui travailler conjointement pour proposer une offre diversifiée et en adéquation avec notre territoire. Chacun doit faire des efforts pour que le massif du Vercors entame sa transition.

Franck GIRARD souligne que la communauté de communes donne aux propriétaires forestiers des garanties avec notamment les recrutements d'un manager de l'offre outdoor et d'un garde rural. Le bilan de ce poste sera réalisé dans quelques semaines mais les résultats sont d'ores et déjà positifs.

Selon Christiane CLEMENT-DIDIER, un travail de sensibilisation est à faire auprès des professionnels qui louent des vélos. Il faut les impliquer car ils ont également leur part de responsabilité dans les informations qu'ils communiquent. Thomas GUILLET indique que les personnes qui louent des vélos sont des novices qui ne vont pas sur les sentiers. Les pratiquants de l'enduro et du vélo de descente sont dessous les remontées mécaniques dans des espaces encadrés. En revanche, les vététistes qui, pour la plupart, n'habitent pas le territoire ne respectent pas les obligations et causent des dégâts. L'enjeu est d'arriver à sensibiliser ces personnes. L'étude relative à l'offre vélo est une vision au sens large. Des centaines de kilomètres de pistes VTT existent et sont utilisées par la plupart des utilisateurs. Il faut arriver à toucher les pratiquants individualistes qui vont dans les forêts privées et qui ne protègent pas la nature.

Claude FERRADOU rappelle que l'étude réalisée par les vététistes montre que 86 % d'entre eux utilisent les pistes sauvages. Les faits sont les faits.

La demande de subvention au titre de l'Espace Vallée auprès de l'Agence nationale pour la cohésion des territoires à hauteur de 27 760 € HT, de la Région Auvergne Rhône-Alpes à hauteur de 98 320 € HT et du Conseil départemental de l'Isère à hauteur de 37 520 € HT pour le plan de structuration de l'offre vélo sur le Vercors 4 Montagnes pour 2025-2027 a été approuvée à la majorité des voix exprimées avec 2 abstentions.

4. Attribution d'une subvention à la société Extra Sports pour l'organisation du Marathon du Vercors pour les années 2025, 2026 et 2027

Dans le cadre de l'élaboration de sa stratégie événementielle, la CCMV a été contactée par la société Extra Sports pour l'organisation d'un nouvel événement, le Marathon du Vercors, une manifestation sportive de course à pied sur route.

L'événement programmé fin juin se déroulerait sur 3 jours et proposerait plusieurs formats de course et d'animations devant générer un séjour pour les participants sur le territoire du vendredi au dimanche.

La course à pied étant une activité séduisant de plus en plus de pratiquants, ce marathon peut être un moyen d'attirer de nouvelles clientèles et de dynamiser le début de la saison touristique.

La société organisatrice, deuxième plus grande société en France pour l'organisation de manifestations sportives de masse, réputée pour son sérieux et son professionnalisme, projette la participation de 4 000 personnes la première année, 6 000 la deuxième et 8 000 la troisième.

Suite aux avis favorables de la commission événementiel, équipements et sports de la CCMV en date du 5 juin dernier et du bureau communautaire en date du 28 juin et du 6 septembre, il est proposé de valider ce projet et de lui attribuer un soutien financier. Celui-ci pourrait être réparti sur le territoire entre l'intercommunalité, les communes concernées et leurs offices de tourisme.

Sur le montant total de 60 000 € pour 2025 et de 50 000 € pour 2026 et 2027 versés à l'échelle du territoire à l'organisateur, la part revenant à la CCMV sera de 39 000 € pour l'année 2025 et de 33 500 € pour les années 2026 et 2027. La répartition du financement complémentaire est en cours de validation et sera partagée en séance.

L'organisateur souhaite une réponse du territoire pour pouvoir lancer cet événement début octobre prochain. Une convention a été établie sur cette base et précise les conditions d'organisation de cet événement.



Il est proposé au conseil communautaire :

- de valider le projet du Marathon du Vercors pour les années 2025, 2026 et 2027 ;
- d'autoriser le lancement de cet évènement ;
- d'approuver le versement d'une subvention de 39 000 € au titre de l'année 2025 et de 33 500 € au titre des années 2026 et 2027 pour l'organisation de cette manifestation sportive ;
- d'autoriser le Président à signer ladite convention telle qu'annexée à la présente délibération et tous les documents afférents à ce dossier.

Thomas GUILLET explique que la société Extra Sports propose des marathons en ville et au bord de la mer mais pas en altitude. Elle souhaite se démarquer en organisant un marathon en montagne, dans le Vercors, sur plusieurs jours ce qui permet de générer des nuitées. En proposant différents types de distance et d'épreuves, l'objectif de cet évènement est d'attirer plusieurs profils notamment les enfants et les personnes handicapées. Cette manifestation allie le volet social et culturel. La participation de la communauté de communes est dégressive et est répartie avec les communes et leurs offices de tourisme, la commune de Villard-de-Lans étant le pôle central. De plus, si le marathon est renouvelé, son itinéraire ne sera pas modifié puisque les marathonniens aiment conserver le même parcours chaque année afin de pouvoir comparer leurs performances. La CCMV pourra être visible sur les autres évènements qu'organisent la société. C'est une opportunité en termes de communication et de promotion du territoire.

Sans remettre en cause l'intérêt de cette manifestation, Pierre WEICK s'interroge, en premier lieu, sur la présente délibération qui engage la communauté de communes sur plusieurs années. N'ayant pas encore eu de débats budgétaires pour le vote du budget 2025, il est gêné de prendre maintenant position sur ce dossier. En second lieu, l'équilibre entre les évènements sportifs et culturels avait été évoqué lors du séminaire des élus organisé l'année dernière. Ces derniers sont très importants pour le territoire puisqu'ils participent à l'offre et à la diversification touristique et permettent d'engendrer des retombées économiques. Des manifestations n'étant plus organisées au titre de ce budget, il aurait été intéressant d'avoir un débat de fonds pour pouvoir redistribuer les cartes et choisir ensemble les évènements qui seront mis en avant et financés par l'intercommunalité. Pour ces raisons, il vote contre cette délibération.

Concernant le timing, Thomas GUILLET répond que l'organisation d'un évènement de cette ampleur prend du temps puisqu'une année de préparation est nécessaire. L'EuroNordicWalk étant terminé et d'autres manifestations étant en fin de convention sans savoir si elles seront renouvelées, ce choix a été pris afin d'éviter que 2025 soit une année « blanche » en termes d'organisation d'évènements. La notoriété de l'organisateur est également une réelle opportunité, c'est une vitrine commerciale pour le territoire.

Myriam BOULLET-GIRAUD rapporte les commentaires formulés par Catherine SCHULD : « *pour la question du Marathon organisé par Extra Sports, société de Lyon au capital social de 234 000 €, je voterai contre car la subvention proposée est bien trop élevée. Je ne comprends pas que nous puissions verser un tel montant de subvention publique pour de la course à pied. La société organisatrice fait plus d'un million de chiffres d'affaires. Je trouve ça aberrant à une période où on devrait faire des économies. 39 000 € de subvention pour 4 000 inscrits, cela représente un coût de 10 € par coureur. Quand on connaît le coût d'inscription pour un coureur entre 30 et 50 € suivant le parcours choisi, l'aide matérielle des communes, je ne comprends pas cette demande de subvention. Je sais que ma décision sera encore critiquée mais il est temps de ne plus gaspiller l'argent public* ».

Myriam BOULLET-GIRAUD partage également ses propos et notamment le fait que la participation de la communauté de communes est considérable alors que nous sommes dans un contexte de contraintes budgétaires. En parallèle, les élus de la commission vie associative attribuent des subventions à des associations intercommunales. Chaque année, afin d'équilibrer le budget, l'enveloppe de cette commission est diminuée de 10 %. D'importants efforts sont alors réalisés pour pouvoir répondre à cette requête.

Thomas GUILLET indique que le budget tourisme a également été raboté. Nous réalisons des actions avec le budget que nous disposons afin d'utiliser l'argent public à bon escient. L'objectif est de ramener du tourisme pour générer de la consommation. Il faut dépenser de l'argent pour pouvoir en gagner, c'est l'enjeu de la promotion touristique. Il explique ensuite que cette convention est proposée sur 3 ans puisqu'automatiquement l'organisateur est en déficit la première année. Le point d'équilibre est atteint lorsque la manifestation compte entre 8 000 à 10 000 participants, généralement au bout de la troisième année. Le coût d'un marathon s'élève à 400 000 € minimum. La société organisatrice se sert d'autres évènements pour que les déficits de l'un soient compensés par les excédents de l'autre. La comparaison du capital et du chiffre d'affaires n'a pas un réel intérêt. Il tient à préciser qu'Extra Sports s'appuie sur des associations locales pour compléter l'offre touristique existante et a donc contacté Cap Vercors, le club de course à pied du plateau du Vercors.

Pour faire écho à la précédente délibération, Michaël KRAEMER constate que c'est la première fois qu'on propose un évènement qui ne se déroule pas en zone naturelle mais qui reste dans le milieu artificialisé, ce qui évite de ramener encore du monde dans la nature. C'est une manifestation différente et innovante pour le territoire. Il est inquiet car depuis 2020, après l'engouement du Covid, de nombreux habitants ont rénové des habitations pour proposer des hébergements touristiques. La fréquentation touristique étant en baisse depuis cette période, ces personnes se retrouvent actuellement en difficultés financières. En parallèle de cette délibération, c'est important



de prendre conscience que le modèle économique est fragile et que le territoire perd sans cesse des hébergements (gîtes ou hôtels).

D'après Franck GIRARD, il faut faire attention avec la notion du « trop cher » ; c'est une question d'orientations politiques. Nous parlons essentiellement des dépenses mais il faut prendre en compte les recettes. Grâce à des indicateurs, nous savons qu'il y a un pic de fréquentation lorsqu'un événement est organisé sur plusieurs jours. Les sociétés organisatrices de cette grandeur permettent d'obtenir une prestation très professionnelle et de bénéficier de nombreux contacts médias qui augmentent l'attractivité de notre territoire. Pour répondre à Pierre WEICK, il confirme que ces questions seront soulevées lors du prochain débat budgétaire et que le choix des événements sera réévoqué à cette occasion.

François NOUGIER estime qu'il ne faut pas se tromper de débat puisque la question n'est pas de savoir quelles sommes sont attribuées mais vers où la communauté de communes souhaite aller. Pour les organisateurs, c'est effectivement compréhensible de proposer une convention sur 3 ans. En revanche, quand les élus se prononcent pour un engagement d'une aussi longue durée, il faut qu'ils aient une certaine visibilité. Cela aurait été intéressant d'avoir aujourd'hui une vue d'ensemble des événements, ceux qui vont disparaître et ceux qui sont proposés pour les prochaines années.

En tant que Vice-Président en charge des finances, Stéphane FALCO affirme que ces sommes sont conséquentes. La CCMV a dû augmenter les impôts de façon importante cette année. Les élus s'étant engagés sur ces dépenses, il faudra bien les prendre en compte au moment de l'élaboration du prochain budget.

Le manager de l'offre outdoor précise que la communauté de communes propose des événements outdoor à influence locale et régionale. Dans le cadre du Marathon du Vercors, nous avons l'opportunité d'avoir un organisateur qui a une importante communauté nationale et internationale qui est difficile à toucher sur la thématique de l'outdoor. La CCMV a la confirmation que la société Extra Sports est en mesure d'organiser des manifestations sur plusieurs jours ce qui a comme avantage de générer des retombées économiques sur la durée de l'événement à minima. Il confirme que malgré une demande d'engagement assez longue pour la collectivité, l'organisateur présente des garanties très intéressantes et qu'il apporte, de par son ampleur, un réel intérêt pour le territoire.

L'attribution d'une subvention à la société Extra Sports pour l'organisation du Marathon du Vercors pour les années 2025, 2026 et 2027 est approuvée à la majorité des voix exprimées avec 4 abstentions et 4 contre.

5. Dépôt d'un dossier de demande de création d'une unité touristique nouvelle structurante sur le secteur de Côte 2000 à Villard-de-Lans

La délibération intercommunale n°50/22 du 6 mai 2022 a acté le dépôt d'une unité touristique nouvelle structurante pour le projet de Côte 2000 portant sur la construction de 21 300 m² de surface de plancher dont 12 100 m² prévus pour la construction de 132 appartements (soit 900 lits).

La demande de création d'une unité touristique nouvelle structurante a été soumise à évaluation environnementale par décision de l'autorité environnementale du 8 août 2022 (décision n°2021-ARA-2680) après examen du dossier au cas par cas.

La procédure d'évaluation environnementale, conformément à l'article L.121-15 du code de l'environnement, soumet la personne publique compétente à la mise en place d'une procédure de concertation préalable qui s'est tenue du 18 mai au 28 juin 2024 inclus sur le périmètre de l'intercommunalité du massif du Vercors. Le bilan de la concertation et ses enseignements ont été rendus public le 13 septembre dernier et sont annexés à la présente délibération.

Pour rappel, l'article R.122-13 du code de l'urbanisme précise que la demande de création d'une unité touristique nouvelle structurante est présentée au Préfet de département par l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme sur le territoire duquel s'étend l'emprise du projet. Aussi, dans le cadre de la compétence relative à l'élaboration des documents d'urbanisme, la demande d'autorisation pour créer une unité touristique nouvelle structurante relève de la communauté de communes.

Cette demande de création est régie par les articles L.122-20 et R.122-10 et suivants du code de l'urbanisme et est soumise à l'autorisation du Préfet coordonnateur de massif après avis de la commission spécialisée compétente du comité de massif (commission « espaces et urbanisme »).

Il est proposé au conseil communautaire de valider le nouveau dossier d'unité touristique nouvelle structurante sur le secteur de Côte 2000 revu à la baisse puisque portant dorénavant sur la construction de 17 597 m² de surface de plancher dont 8 397 m² prévus pour la construction de 99 appartements (soit 700 lits).

Le dossier est complété de l'évaluation environnementale à laquelle est annexée une étude prospective de la ressource en eau réalisée par le bureau d'étude Géolithe, le bilan de la concertation auquel est joint les réponses



apportées par la commune suite à la concertation et les questions-réponses. Un résumé non technique simplifiant la lecture et l'appropriation du dossier complète également le dossier.

Il est également proposé au conseil communautaire de prendre acte des engagements de la commune pour répondre aux attentes exprimées lors de la concertation notamment :

- son rôle de facilitateur quant au respect du protocole d'accord annexé à la délibération en date du 31 octobre 2023 signé à l'occasion des échanges fonciers et portant sur la mise en place d'un groupe de travail ad hoc qui réunira des représentants de la commune et les porteurs de projets lorsque viendra le temps du dépôt du permis de construire. Ce groupe de travail aura pour mission d'assurer la mise en place d'un urbanisme négocié pour la bonne intégration paysagère et architecturale du projet et sa cohérence avec le tissu urbain existant (notamment en relation avec la copropriété des Balcons de Villard-de-Lans) ;
- la bonne instruction du dossier de permis de construire dans le respect des règles d'urbanisme avec l'ouverture de l'instruction de l'autorisation d'urbanisme à d'autres partenaires publics compétents et qualifiés comme la CCMV et le Parc naturel régional du Vercors ;
- le respect du dimensionnement du projet tel que décrit dans le dossier d'unité touristique nouvelle structurante (nombre maximum de lits et d'appartements) ;
- l'assurance d'une bonne complémentarité des équipements sportifs, commerces et services programmés dans l'unité touristique nouvelle structurante avec ceux déjà existants à la Côte 2000 et au centre-bourg.

Il est proposé au conseil communautaire :

- de valider le dépôt d'un dossier de demande de création d'une unité touristique nouvelle structurante sur le secteur de Côte 2000 à Villard-de-Lans ;
- de valider le dossier d'évaluation environnementale ;
- de prendre acte du bilan de la concertation et des engagements de la commune ;
- d'autoriser le Président à déposer la demande d'autorisation de création d'une unité touristique nouvelle structurante de Villard-de-Lans auprès des services de l'Etat ;
- d'autoriser le Président à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Arnaud MATHIEU confirme que cette délibération est une nouvelle étape dans cet ancien dossier. En 2020, la zone des Adrets est passée en constructible et une unité touristique nouvelle locale a été mise en place afin de favoriser la vente de la Société d'équipement de Villard-de-Lans/Corrençon-en-Vercors. Pour rappel, les 2 unités touristiques nouvelles (de Corrençon-en-Vercors et de Villard-de-Lans) du Plan local d'urbanisme intercommunal valant programme de l'habitat de la CCMV ont été approuvées à l'unanimité en janvier 2020. Ce volet n'a pas été attaqué devant la juridiction compétente, ce n'est donc pas un dossier surprise. Concernant la présente délibération, Arnaud MATHIEU rappelle que l'objectif initial a toujours été de préserver l'économie en protégeant l'environnement. C'est pour cette raison que l'échange de parcelles a été acté afin de limiter l'urbanisation d'espaces naturels agricoles en localisant le projet sur un espace déjà artificialisé. Pour mémoire, suite à la délibération de mai 2022, la première phase de concertation publique avait été lancée et avait été suspendue suite à l'avis de l'autorité environnementale afin de rediscuter du projet avec l'opérateur. Nous avons aujourd'hui un dossier extrêmement solide puisque nous sommes passés à un projet de 17 597 m² et de 700 lits. Il est à noter que ce nombre vient à peine compenser les lits « chauds » perdus sur la commune. La deuxième phase de concertation publique a permis d'apporter des éléments complémentaires très probants sur le domaine de l'eau qui était un point d'alerte de l'autorité environnementale et de la population. Au regard de l'évolution climatique, cette étude sur l'eau a permis de conforter le modèle économique avec une baisse attendue des précipitations neigeuses mais une constante des précipitations de pluie. Ce projet ne remet pas en cause l'équilibre de la consommation en eau potable sur le territoire. La résurgence de la goule blanche est tout juste prélevée à hauteur de 0,2 à 0,5 % pour l'alimentation du réseau de neige de production. La phase de concertation a permis d'aboutir à des engagements forts puisqu'un groupe de travail va être constitué avec les représentants de la commune, du Parc naturel régional du Vercors, des porteurs de projets et de la CCMV afin d'arriver à une phase d'urbanisme concertée. Arnaud MATHIEU explique qu'à l'échelle nationale, ce projet est, au-delà de la notoriété de l'investisseur, anecdotique. La concomitance avec la fin du contrat de la délégation de service public et la fragilisation du domaine skiable dû à des structures vétustes rendent ce dossier vital. Il est nécessaire de lever de nouveaux fonds afin de maintenir l'activité skiable. L'obsolescence des équipements communaux (piscine, patinoire...) est également à prendre en compte. La commune n'ayant pas les moyens financiers nécessaires pour les rénover, elle doit obligatoirement être accompagnée par des propriétaires privés. Des investisseurs lèvent le pied et attendent de connaître le devenir de la station. Arnaud MATHIEU précise que les aspirations de la population à prendre connaissance de ce dossier sensible ont été intégrées puisque 2 phases de concertation publique, une réunion publique et une procédure de concertation publique sur la délégation de service public ont été organisées. C'est impossible de faire de nouveaux investissements sans avoir de nouveaux projets. Enfin, Arnaud MATHIEU détaille le calendrier : si la présente délibération est approuvée, elle sera transmise aux services de l'Etat et au commissariat de Massif. La décision du Préfet, attendue durant le premier trimestre 2025, débouchera sur l'élaboration du permis de construire.

Pierre WEICK regrette qu'il n'y ait pas eu de réunion d'échanges avec les élus communautaires sur ce dossier entre mai 2022 et aujourd'hui. Selon lui, il aurait été intéressant d'avoir des informations plus approfondies avant d'approuver la présente délibération. Sa position étant identique à celle exprimée le 6 mai 2022, il vote contre cette délibération.



Arnaud MATHIEU estime qu'il n'est pas possible de démultiplier les réunions. Ce dossier a été évoqué à de nombreuses reprises en bureau communautaire. Tous les documents sont à la disposition du public et la municipalité a organisé plusieurs réunions publiques. Elle est allée bien au-delà de ces obligations légales et réglementaires. Des réponses supplémentaires ont également été apportées aux questions soulevées par l'autorité environnementale. En nouveauté, seule la jauge a été diminué ce qui induit que toutes les consommations afférentes à ce projet sont réduites.

Franck GIRARD souhaite remercier la commune de Villard-de-Lans pour tout le travail mené sur ce projet structurant alors que c'est une compétence que l'intercommunalité lui a transféré. Elle a su répondre à toutes les observations de l'autorité environnementale. De plus, il constate que le territoire du Vercors voit sa capacité hôtelière diminué depuis de nombreuses années. Ce projet, malgré son ampleur, ne suffira pas à équilibrer la perte des résidences touristiques.

Myriam BOULLET-GIRAUD fait part des remarques de Catherine SCHULD : *« pour l'unité touristique nouvelle structurante, je préfère m'abstenir car nous aurions pu discuter de cette question en comité de pilotage PLUi-H. La dernière réunion remonte au 18 juillet dernier, j'étais absente et je n'ai pas reçu le compte-rendu de cette réunion ni les résultats de l'enquête faite en juin. Pour les membres du comité de pilotage, ces informations devraient nous être transmises par mail directement. D'autre part, pourquoi déposer un deuxième dossier d'unité touristique nouvelle structurante. Qu'est-il advenu du premier dossier déposé par la commune de Villard-de-Lans »*.

Arnaud MATHIEU répond qu'il n'y a aucun lien entre la procédure de modification n°2 du Plan local d'urbanisme intercommunal valant programme de l'habitat et cette unité touristique nouvelle structurante. Ce sujet a été évoqué à plusieurs reprises en commission PLUi-H et politique du logement de la CCMV. Il considère que ce n'est pas possible de faire plus en termes de diffusion d'informations. La jauge étant réduite, ce deuxième dossier est un nouveau dossier.

Véronique BEAUDOING insiste sur le fait que la délégation de service public de la Côte 2000 a un lien très net avec l'unité touristique nouvelle structurante. Pour information, 2 options vont être introduites dans le cahier des charges : une option avec l'unité touristique nouvelle structurante et une option sans cette unité touristique nouvelle structurante. Des potentiels repreneurs ne cessent de demander ce que va devenir ce projet. L'instruction des dossiers des futurs candidats se fera au même moment que le retour des décisions concernant l'unité touristique nouvelle structurante. Les signes envoyés aujourd'hui seront positifs pour soutenir Villard-de-Lans dans l'avenir de sa station ou rendront encore plus difficile la situation de la commune. Véronique BEAUDOING précise que l'actuel architecte est celui qui réalise la rénovation des Balcons de Villard-de-Lans. Le projet qui sera à l'instruction du permis de construire est complètement différent de celui déposé il y a 3 ans. La copropriété des Balcons de Villard-de-Lans et l'architecte travaillent en collaboration afin que ces 2 dossiers se répondent dans le but d'avoir une cohérence architecturale, économique et fonctionnelle.

Michaël KRAEMER rappelle que la présente délibération concerne le dépôt de ce dossier et non sa création, il faut nuancer nos propos. Elle permet de valider la continuité d'une procédure que les élus communautaires ont déjà approuvé il y a 2 ans. Nous devons être constants vis-à-vis des décisions qui ont déjà été approuvées.

Stéphane FALCO constate qu'avec ce nouveau projet, la commune a fait des efforts. Néanmoins, toutes les stations du territoire sont familiales et de moyenne montagne. Il est réticent puisque ce projet lui semble surdimensionné en matière de luxe par rapport aux attentes des familles qui viennent sur le Plateau. Myriam BOULLET-GIRAUD rejoint ses propos.

Claude FERRADOU fait plusieurs remarques. En premier lieu, il ne s'agit pas de disconvenir de la nécessité pour Villard-de-Lans et du massif du Vercors d'avoir un avenir touristique par rapport au maintien de ces équipements et par rapport au ski. Nous ne sommes pas encore dans « l'après-ski » ; un consensus est à trouver. En second lieu, il est nécessaire de compenser la déshérence hôtelière surtout que la commune est classée comme station de tourisme. Enfin, il existait un projet qui était complet et accepté par le Préfet et le porteur de projet en 2020 puisque la signature du protocole était prévue. L'ancien projet prévoyait la construction de 450 lits avec une unité touristique nouvelle simplifiée sur le terrain des Adrets. Le parking public P1 était libre et permettait l'accès aux touristes et sportifs aux remontées mécaniques. Les nouvelles exigences de l'actuelle équipe sont de doubler les lits et de changer de parcelle. C'est sur ces points là que le groupe d'opposition communal à voter contre ce projet.

Véronique BEAUDOING est étonnée de constater que l'équipe d'opposition s'émeut de voir disparaître un parking public alors qu'elle était prête à le rendre payant. Elle rappelle que les 450 lits de l'ancien projet étaient acceptés sous réserve qu'un investisseur les transformaient en « pied de pistes ». Elle aimerait dans un contexte aussi difficile, que les élus villardiens arrivent à éteindre ces querelles, à avancer sur cette réalité économique et à partager leur bon sens.

D'après Arnaud MATHIEU, le projet d'unité touristique nouvelle des Adrets aurait été extrêmement fragile compte tenu de ces évolutions. Il ne regrette pas d'avoir fait le choix de concentrer l'activité économique à cet endroit.



Pour compléter certains propos, Thomas GUILLET précise le classement des résidences de tourisme. Le nombre d'étoiles correspond à la surface des appartements et leur typologie (notamment si la salle de bain et les toilettes sont dans la même pièce). De plus, de nombreux séminaires sont organisés sur la commune de Corrençon-en-Vercors sur une journée car il n'y a pas de logements pour les accueillir. Les séminaires permettent d'éviter une sur-fréquentation l'été et d'avoir des trous dans les ailes de saison. Nous n'avons pas la capacité hôtelière de les recevoir. Il rappelle que le projet a été validé en 2020 par les services de la Préfecture mais que tous les acteurs se sont expliqués et ont débattu à l'occasion de réunions publiques. Enfin, toutes les stations deviennent payantes, on n'échappera pas à rendre nos parkings publics payants. Cette problématique doit être occultée de ce débat.

Franck GIRARD informe que Jean-Paul UZEL ne prend pas part au vote.

Le dépôt d'un dossier de demande de création d'une unité touristique nouvelle structurante sur le secteur de Côte 2000 à Villard-de-Lans est approuvé à la majorité des voix exprimées avec 3 abstentions et 6 contre.

6. Approbation de l'avenant n°1 au mandat de maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement des parcelles AL 397 et AL 398 situées sur la zone d'activités économiques des Geymonds à Villard-de-Lans à la société d'économie mixte Territoires 38

La zone d'activités économiques des Geymonds située à Villard-de-Lans est la principale zone d'activités de la CCMV avec environ 10 hectares de foncier économique aménagés et plus de 60 entreprises implantées. Les disponibilités foncières permettant d'accueillir des activités productives et artisanales sur cette zone et plus largement sur les zones d'activités du territoire intercommunal sont faibles.

Aussi, la communauté de communes a identifié 3 gisements fonciers dans la zone d'activités économiques des Geymonds. Parmi eux, les parcelles AL 397 de 998 m² et AL 398 de 6 698 m² appartiennent à la CCMV et sont ouvertes à l'urbanisation (UEg2 : zone à vocation économique des Geymonds secteur 2 inscrite au Plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat). La parcelle AL 398 a été acquise par l'intercommunalité par la délibération n°60/21 en date du 30 avril 2021.

Il est donc envisagé de densifier la zone d'activités économiques des Geymonds et d'aménager ces parcelles représentant environ 7 700 m² en créant des lots à bâtir à destination d'entreprises productives et artisanales.

Par la délibération intercommunale n°89/24 en date du 12 juillet 2024, la communauté de communes a validé la délégation de maîtrise d'ouvrage à la société d'économie mixte Territoires 38. Cette dernière est mandataire de la CCMV puisqu'elle préfigure la réalisation de cet aménagement en son nom et pour son compte. L'intercommunalité a conféré à cet effet le pouvoir de la représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître d'ouvrage dans le cadre dudit mandat.

Il est à noter que le mandat à Territoires 38 arrive à échéance fin novembre 2024 suite à la réalisation des études (diagnostic écologique et pollution) dont les résultats permettent de poursuivre l'aménagement des parcelles.

Il est proposé au conseil communautaire d'approuver l'avenant n°1 au mandat de maîtrise d'ouvrage afin d'intégrer les missions du mandataire jusqu'à la viabilisation des parcelles.

Cet avenant a pour objet :

- d'intégrer la réalisation des études d'avant-projet et de projet d'aménagement et des travaux dans leur entièreté pour l'aménagement des lots à bâtir sur les parcelles AL 397 et AL 398 ainsi que toutes les clauses relatives à la réalisation de travaux d'aménagement ;
- de mettre à jour la durée du mandat et la rémunération de la société d'économie mixte Territoires 38 ;
- de fixer l'enveloppe financière du projet.

Cet avenant prévoit que Territoires 38 doit :

- définir les conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté ;
- piloter les procédures règlementaires au titre du code de l'urbanisme et de l'environnement lancées à l'initiative de la collectivité ;
- préparer le choix des maîtres d'œuvre (établissement, signature et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre) ;
- approuver les avant-projets et les accords sur le projet ;
- préparer le choix des entreprises des travaux par la commission d'appel d'offres de la collectivité et établissement, signature et gestion desdits contrats ;
- suivre le chantier sur les plans technique, financier et administratif ;
- réceptionner les ouvrages ;
- agir en justice ;
- accomplir tous les actes afférents à ces attributions.

L'avenant prendra effet dès la notification au mandataire et expirera à la fin des missions prévue fin 2026 (fin des travaux attendue fin 2025 suivi d'un an de garantie de parfait achèvement).



Le montant de la rémunération forfaitaire de Territoires 38 s'élève à 25 090 € HT, ce qui porte la rémunération de la société à 31 497 € HT sur toute la durée du mandat (initial et avenant).

L'enveloppe prévisionnelle du projet d'aménagement est estimée à 243 860 € HT, hors rémunération du mandataire).

Il est proposé au conseil communautaire :

- d'approuver l'avenant n°1 au mandat de maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement des parcelles AL 397 et AL 398 situées sur la zone d'activités économiques des Geymonds à Villard-de-Lans à la société d'économie mixte Territoires 38 tel qu'annexé à la présente délibération ;
- de prolonger la durée du mandat de maîtrise d'ouvrage jusqu'à fin 2026 ;
- d'autoriser le Président à signer ledit avenant et tous les documents afférents à ce dossier.

Concernant l'aménagement de cette zone d'activités économiques, Arnaud MATHIEU précise qu'il y a plus de candidats que de lots disponibles. La zone des Geymonds, en incluant cette prochaine parcelle, est pleine.

L'avenant n°1 au mandat de maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement des parcelles AL 397 et AL 398 situées sur la zone d'activités économiques des Geymonds à Villard-de-Lans à la société d'économie mixte Territoires 38 est approuvé à l'unanimité.

7. Attribution d'une subvention à l'entreprise SARL L'interlude dans le cadre du dispositif d'aide directe « financer l'investissement de mon commerce de proximité »

Dans le cadre de ses compétences en matière d'actions de développement économique, la CCMV a signé une convention le 9 février 2023 avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes afin qu'elle mette en œuvre les aides économiques en faveur des entreprises selon le régime des aides fixées par la Région. A ce titre, l'intercommunalité a approuvé le règlement du dispositif d'aides « financer l'investissement de mon commerce de proximité » et a alloué un budget de 20 000 € à ce dispositif au titre de l'année 2024.

L'entreprise SARL L'interlude qui exploite un café-restaurant à Lans-en-Vercors, a formulé le 20 juin 2023 une demande de subvention au titre de cette aide. Les investissements, réalisés dans le cadre de la rénovation du local commercial et de nouveaux aménagements, portent sur l'acquisition de matériel professionnel, l'aménagement d'une cuisine et le changement de l'enseigne dont le montant des dépenses éligibles s'élève à 29 389,33 €.

Pour rappel, cette aide régionale est fixée à 20 % des dépenses éligibles et ne peut être accordée aux porteurs de projets qu'à la condition d'obtenir un cofinancement de l'établissement public de coopération intercommunale, de la commune ou du LEADER (Liaison entre action de développement de l'économie rurale) à hauteur de 10 %.

La commission développement économique et emploi de la CCMV en date du 3 octobre 2023 a approuvé la demande de subvention de cette entreprise au titre du dispositif régional « financer l'investissement de mon commerce de proximité » à hauteur de 10 % du montant subventionnable maximum de 29 389,33 € soit une aide de 2 938,90 € maximum.

La commission permanente de la Région, réunie le 29 septembre 2023, a approuvé la demande de subvention de l'entreprise SARL L'interlude à hauteur de 20 % du montant subventionnable maximum de 29 389,33 € soit une aide de 5 877,86 €.

Le montant total des investissements effectivement réalisés (27 752 €) étant inférieur au montant prévu dans le dossier de demande de subvention, il convient d'ajuster le montant de la subvention et la part CCMV en conséquence soit 2 775 €.

Il est proposé au conseil communautaire :

- d'attribuer une subvention de 2 775 € à l'entreprise SARL L'interlude dans le cadre du dispositif d'aide directe « financer l'investissement de mon commerce de proximité » ;
- d'autoriser le Président à procéder au versement de ladite subvention.

La subvention de 2 775 € à l'entreprise SARL L'interlude dans le cadre du dispositif d'aide directe « financer l'investissement de mon commerce de proximité » est approuvée à l'unanimité.

8. Présentation du rapport sur le service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés pour l'année 2023

Le rapport sur le service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés pour l'année 2023 a été présenté en séance.

D'après le code général des collectivités territoriales (articles D.2224-1 et suivants) modifié par le décret n°2015-1827, les collectivités en charge du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés



ont obligation de présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés.

Ce rapport annuel vise à rassembler et mettre en perspective, dans une logique de transparence, les données existantes sur le sujet et à permettre l'information des citoyens sur le fonctionnement, le coût, le financement et la qualité du service et, ce faisant, favoriser la prise de conscience par les citoyens des enjeux de la prévention et du tri des déchets mais aussi de l'économie circulaire et de leur propre rôle dans la gestion locale des déchets.

Ce rapport comporte plusieurs indicateurs techniques et financiers.

Il est proposé au conseil communautaire :

- de prendre acte du rapport sur le service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés pour l'année 2023.

En introduction, le responsable du service déchets informe que le code général des collectivités territoriales impose aux collectivités la présentation de ce rapport dans un délai de 9 mois à compter de la clôture de l'exercice. Ce dernier répond à 3 objectifs : rassembler et mettre en perspective les données existantes, permettre l'information des citoyens sur le fonctionnement, le coût et le financement du service et enfin favoriser la prise de conscience des enjeux du tri des déchets. Cette année, le service déchets propose un rapport complet et exhaustif. Le responsable du service déchets met en exergue que le traitement des déchets s'appuie sur le principe de l'apport volontaire qui donne satisfaction et sur l'élongation importante vers le Syndicat mixte de collecte et de traitement des ordures ménagères de la Bièvre, Saint-Priest et l'Ardèche. Cela représente un coût de transport non négligeable. Il rappelle ensuite que 26 flux de déchets sont traités depuis le massif du Vercors. Il est à noter que les encombrants ont été réduits de 11 % en 2023 et que 48 % des déchets collectés ont fait l'objet d'un recyclage ou d'une valorisation organique. Les abris à cartons peu adaptés à la collecte sont progressivement remplacés au profit de colonnes aériennes. Les excellentes performances de tri ont permis de réduire de 25 % les ordures ménagères. Néanmoins, nous constatons encore beaucoup de refus de tri dans la poubelle des emballages et du papier alors qu'elle coûte 2 fois plus cher que les ordures ménagères.

Michaël KRAEMER explique que le Syndicat mixte de collecte et de traitement des ordures ménagères de la Bièvre caractérise des bennes destinées à l'enfouissement. Les bennes de l'intercommunalité sont meilleures en période touristique qu'en période non touristique. Cela veut dire que les touristes sont vertueux dans la gestion de leurs déchets.

Christiane CLEMENT-DIDIER demande si ce n'est pas la configuration des poubelles destinées aux emballages et au papier qui pose problème puisque l'ouverture n'est pas forcément adaptée. Le responsable du service déchets indique que les usagers doivent privilégier le vrac et ne pas utiliser de sacs poubelles. Un orifice plus large permet de vider des déchets en vrac plus facilement.

Concernant la collecte des déchets, le responsable du service déchets souligne qu'elle est réalisée au plus juste avec seulement 2 camions. Chaque camion fait 25 000 kilomètres par an et a un usage intensif et heurté (il roule à petite vitesse, s'arrête et redémarre très souvent). D'un point de vue technique, la fiabilité à court terme est étudiée. Il précise ensuite que la CCMV a investi l'année dernière 60 000 € au profit de la sécurité au sein des déchèteries (installation et stockage des matières dangereuses, barriérage...). Le bilan financier et comptable clôture ce rapport et montre que le coût de la taxe générale sur les activités polluantes a nettement augmenté alors que les ordures ménagères ont été réduites de 700 tonnes au cours des 4 dernières années. Actuellement, les investissements coûtent cher et l'usager est meilleur dans son tri alors qu'en contrepartie cette taxe augmente. Cela engendre des coûts supérieurs. Il faut savoir que le domaine des déchets n'est pas régulé au niveau national.

Hubert ARNAUD rappelle que la redevance d'enlèvement des ordures ménagères de la CCMV est de 168 € pour l'année 2024. La commission environnement travaille sur la gestion des biodéchets afin de proposer des solutions pour répondre à l'obligation qui impose aux usagers, professionnels ou particuliers, de ne plus verser de biodéchets dans les ordures ménagères.

Michaël KRAEMER insiste sur le fait que la redevance d'enlèvement des ordures ménagères permet de financer la taxe générale sur les activités polluantes. Nous payons donc une taxe supplémentaire sur les ordures ménagères.

Le conseil communautaire prend acte du rapport sur le service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés pour l'année 2023.

9. Approbation de la candidature de la CCMV à l'appel à projet de LEKO dénommé « projets de collecte, de tri, de collecte hors foyer et de communication » et du contrat afférent

La CCMV est engagée depuis plus de 20 ans dans la mise en œuvre de solutions auprès des habitants pour améliorer le tri et le recyclage de leurs emballages ménagers. Au titre de l'année 2023, la communauté de communes a pris en charge 996 tonnes d'emballages et papiers dont 198 tonnes de cartons de livraison collectées séparément soit 20 % du tonnage de la collecte sélective.



LEKO, éco-organisme agréé par l'État pour les filières des emballages ménagers et des papiers graphiques, participe financièrement à l'amélioration des performances de recyclage. A ce titre, et par le biais du Syndicat mixte de collecte et de traitement des ordures ménagères de la Bièvre, la CCMV est en contrat avec cet éco-organisme pour obtenir des soutiens pour le recyclage des emballages et des papiers.

Dans ce cadre, LEKO a ouvert cette année un appel à projet auprès des collectivités territoriales pour les accompagner dans les investissements nécessaires au développement du tri et de la collecte des déchets.

Il est proposé au conseil communautaire d'approuver la candidature de la communauté de communes à l'appel à projet dénommé « projets de collecte, de tri, de collecte hors foyers et de communication » et le contrat afférent.

Il est proposé au conseil communautaire :

- d'approuver la candidature de la CCMV à l'appel à projet de LEKO dénommé « projets de collecte, de tri, de collecte hors foyers et de communication » et le contrat correspondant tel qu'annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser le Président à signer ledit contrat et tous les documents afférents à ce dossier.

Hubert ARNAUD précise que l'éco-organisme LEKO subventionne les investissements réalisés par les collectivités pour le développement du tri et la collecte des déchets.

La candidature de la CCMV à l'appel à projet de LEKO dénommé « projets de collecte, de tri, de collecte hors foyers et de communication » et le contrat correspondant sont approuvés à l'unanimité.

10. Présentation du rapport sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement collectif pour l'année 2023

Le rapport sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement collectif pour l'année 2023 a été présenté en séance.

Le code général des collectivités territoriales impose, par son article L.224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement collectif. Il doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service notamment par une mise en ligne sur le site de l'intercommunalité ainsi que sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Ce rapport présente les caractérisations techniques du service, la tarification de l'assainissement et les recettes du service, les indicateurs de performance, le financement des investissements, les actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau et le tableau récapitulatif des indicateurs.

Pour rappel, le rapport ne prend pas en compte les données d'Engins et de Saint-Nizier-du-Moucherotte puisque ces communes dépendent de la station d'épuration Aquapôle gérée par Grenoble Alpes Métropole.

La gestion des réseaux d'assainissement intercommunaux (31 kilomètres) ainsi que la station d'épuration intercommunale (capacité de 44 500 équivalents habitants) est confiée à un prestataire de service, la société Sogea (pour la partie station et son sous-traitant la société Véolia pour la partie réseaux). Le contrat d'exploitation qui a démarré au 1^{er} avril 2021 pour une durée de 2 ans a été prolongé de 2 années supplémentaires soit un terme au 1^{er} avril 2025.

Le fait marquant de l'année 2023 est la décision de transfert des compétences eau potable et eaux usées des communes vers la CCMV au 1^{er} janvier 2024.

Le schéma directeur d'assainissement, approuvé en 2021, est en cours de mise en œuvre.

Quelques chiffres clefs :

- 3,1 millions de mètres cubes ont été traités en 2023 ;
- 867 tonnes de boues ont été compostées ;
- 500 000 KWh d'électricité ont été produits représentant 100 000 € de recettes.

Il est proposé au conseil communautaire :

- de prendre acte du rapport sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement collectif pour l'année 2023.

Hubert ARNAUD rappelle que suite au transfert des compétences eau potable et assainissement au 1^{er} janvier 2024, le service eau et assainissement se met en place. Il est nécessaire de travailler avec les agents intercommunaux afin de rendre cette organisation fluide en définissant les attentes pour éviter les incompréhensions. Ce service étant en construction, il demande aux élus d'être compréhensifs et d'apporter leur soutien.



Le directeur général des services précise que c'est le dernier rapport d'une longue série, depuis que l'intercommunalité porte la station d'épuration de Villard-de-Lans. Depuis plus de 50 ans et jusqu'au 31 décembre 2023, la CCMV s'occupait uniquement du transport et de l'épuration des eaux usées.

Concernant la présentation du rapport, le directeur général des services souligne que l'année 2023 a été marquée par la préparation et l'organisation du transfert des compétences eau potable et assainissement. La montée en puissance du schéma directeur assainissement est également à noter : les travaux en faveur de l'eau potable et de l'assainissement sont estimés à 3 millions d'euros annuels.

Suite à une question de Stéphane FALCO sur les mètres cubes traités, le directeur général des services insiste sur le fait que la station d'épuration intercommunale traite malheureusement 50 % d'eaux claires et parasites. Le défi demeure donc de les réduire considérablement.

Le conseil communautaire prend acte du rapport sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement collectif pour l'année 2023.

11. Demandes de subventions auprès de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse et du Conseil départemental de l'Isère pour la réalisation des travaux de renouvellement et de renforcement des réseaux d'eau potable et d'assainissement entre la Font de la Maie et le carrefour giratoire de la Balmette sur la commune de Villard-de-Lans

Le schéma directeur d'assainissement, approuvé en juillet 2021, met l'accent sur la réduction importante des intrusions d'eaux claires dans les réseaux d'assainissement.

Le schéma directeur d'alimentation en eau potable, approuvé en juin 2024, identifie de nombreux tronçons fuyards à renouveler.

C'est le cas du réseau situé entre le carrefour giratoire de la Balmette et la Font de la Maie sur la commune de Villard-de-Lans. En parallèle, les investigations sur le réseau d'assainissement ont montré de nombreuses entrées d'eaux claires parasites (à proximité du Corrençonnois). Ce réseau se met régulièrement en charge provoquant des désordres récurrents lors de sa traversée en terrain privé.

Les travaux prévus consistent au renouvellement de l'ensemble des réseaux eau potable et eaux usées en limitant le passage en domaine privé et le privilégiant sous la route départementale. Le bureau d'études Alp'Etudes, maître d'œuvre de l'opération, a estimé l'enveloppe des travaux à 780 140 € HT (phase projet).

L'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse et le Conseil départemental de l'Isère portent des programmes de subventions axés sur la réduction des eaux claires dans l'assainissement et le renouvellement de conduites d'eau potable fuyardes. A ce titre, une première demande de subvention est sollicitée auprès de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse à hauteur de 30 % et une seconde demande est sollicitée auprès du Conseil départemental de l'Isère à hauteur de 15 %.

Le plan de financement s'établit de la manière suivante :

- prix total des travaux : 780 140 € HT ;
- subvention de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse (30 %) : 234 042 € HT ;
- subvention du Conseil départemental de l'Isère (15 %) : 117 021 € HT ;
- autofinancement CCMV (55 %) : 429 077 € HT.

Il est proposé au conseil communautaire :

- de solliciter une subvention auprès de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse à hauteur de 234 042 € HT et une subvention auprès du Conseil départemental de l'Isère à hauteur de 117 021 € HT pour la réalisation des travaux de renouvellement et de renforcement des réseaux d'eau potable et d'assainissement entre la Font de la Maie et le carrefour giratoire de la Balmette sur la commune de Villard-de-Lans ;
- d'autoriser le Président à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Les demandes de subventions auprès de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse et du Conseil départemental de l'Isère pour la réalisation des travaux de renouvellement et de renforcement des réseaux d'eau potable et d'assainissement entre la Font de la Maie et le carrefour giratoire de la Balmette sur la commune de Villard-de-Lans sont approuvées à l'unanimité.

12. Régularisation des dépenses de prestations de services réalisées par la régie Activ'Ados

Depuis 2021, l'accueil de loisirs Activ'Ados a la possibilité d'effectuer plusieurs types de dépenses par le biais d'une régie d'avance.

Lors de ses activités en juillet dernier, l'accueil de loisirs a effectué des dépenses pour des entrées à des activités culturelles et sportives pour un montant de 207,80 €. Cependant, ces dépenses (article 6042 : prestations de services) n'étant pas prévues dans l'acte constitutif de la régie, il est nécessaire de les régulariser.



Il est à noter que l'acte constitutif a été mis à jour le 6 août 2024 par la décision intercommunale n°26/24 afin d'autoriser dorénavant les futures dépenses de ce type.

Il est proposé au conseil communautaire :

- de régulariser les dépenses de prestations de services réalisées par la régie Activ'Ados à hauteur de 207,80 €, non prévues initialement dans l'acte constitutif de la régie.

La régularisation des dépenses de prestations de services réalisées par la régie Activ'Ados à hauteur de 207,80 € non prévues initialement dans l'acte constitutif de la régie est approuvée à l'unanimité.

13. Désignation du référent déontologue élus et adhésion à la mission d'assistance et de conseil proposée par le Centre de gestion de l'Isère aux employeurs affiliés

L'article L.1111-1-1 du code général des collectivités territoriales permet à tout élu local de consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local prévue au même article. Le décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022 a été publié pour mettre en œuvre ce nouveau droit.

Dans le cadre d'une coopération entre les différents centres de gestion de la Région Auvergne Rhône-Alpes, le Centre de gestion de l'Isère a souhaité pouvoir apporter une réponse aux collectivités affiliées souhaitant bénéficier d'un référent déontologue en leur proposant la signature d'une convention afin de pouvoir bénéficier des conseils d'un déontologue mutualisé à l'échelle régionale, dans le respect du cadre législatif et réglementaire. Le référent déontologue désigné pourra ainsi assurer la fonction de référent déontologue pour les élus de la CCMV.

Dans le cadre de cette coopération, la mission de référent déontologue est actuellement assurée par le référent déontologue désigné via le Centre de gestion du Rhône qui présente toutes les garanties d'impartialité, d'indépendance et de compétences nécessaires à l'exercice de cette mission.

Chaque élu communautaire pourra, s'il le souhaite, consulter le déontologue afin d'obtenir tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local prévue à l'article L.1111-1-1 du code général des collectivités territoriales.

Tout élu communautaire peut solliciter le déontologue via un formulaire en ligne ou par courrier postal (le lien internet et l'adresse postale ont été communiqués aux élus à la suite du conseil communautaire).

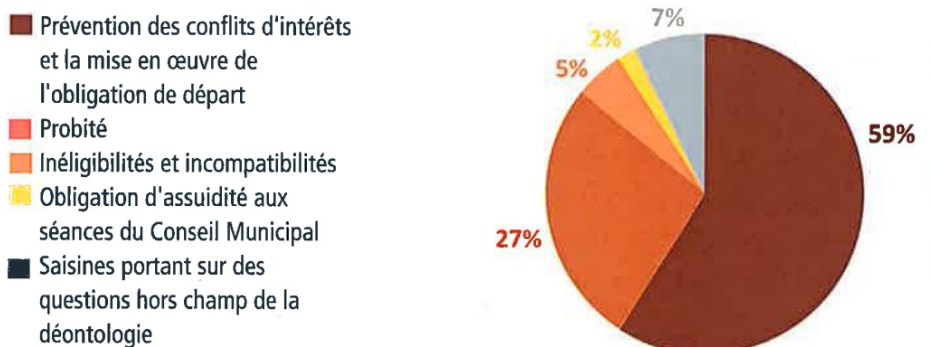
La réponse est effectuée par écrit. La saisine est strictement confidentielle, seul le référent déontologue a accès aux informations transmises qui lui serviront à identifier son interlocuteur et à répondre à ses questions. En aucun cas la CCMV ne sera informée des saisines des élus.

Le financement de cette mission est pris en compte dans le cadre de la cotisation additionnelle que la communauté de communes verse annuellement au Centre de gestion de l'Isère en tant que collectivité affiliée.

A titre informatif, le bilan 2023 des saisines du référent déontologue fait ressortir que sur 42 saisines, la majorité porte sur la prévention des conflits d'intérêts et la mise en œuvre de l'obligation de départ (se re..).

Les agents des collectivités affiliées au Centre de gestion de l'Isère, comme c'est le cas pour la CCMV, peuvent également solliciter le référent déontologue.

Extrait du bilan 2023 – référent déontologue du Centre de gestion du Rhône (coordinateur Rhône-Alpes) : répartition des saisines par thématiques





Il est proposé au conseil communautaire :

- d'approuver la signature de la convention d'adhésion au dispositif « référent déontologue élus » employeur affilié avec le Centre de gestion de l'Isère telle qu'annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser le Président à signer ladite convention et tous les documents afférents à ce dossier.

En complément de la présentation de Stéphane FALCO, l'adjointe au directeur général des services précise que la présente convention permet aux élus communautaires de solliciter le référent déontologue. Pour information, un tiers des collectivités affiliées au Centre de gestion de l'Isère est déjà engagé dans cette démarche. Si des communes du territoire souhaitent adhérer à ce dispositif, les services de la CCMV peuvent transmettre toutes les informations nécessaires.

La désignation du référent déontologue élus et l'adhésion à la mission d'assistance et de conseil proposée par le Centre de gestion de l'Isère aux employeurs affiliés sont approuvées à l'unanimité.

14. Approbation de la modification du tableau des emplois permanents

Suite à la campagne de promotion interne élaborée par le Centre de gestion de l'Isère, 3 agents de la CCMV sont inscrits sur liste d'aptitude. Afin de pouvoir mettre en adéquation les grades avec les missions et les responsabilités exercées, il est proposé de créer :

- un emploi permanent d'attaché à temps complet afin de pouvoir nommer le responsable du pôle finances sur ce grade ;
- un emploi permanent d'assistant de conservation du patrimoine à temps complet afin de pouvoir nommer la bibliothécaire sur ce grade ;
- un emploi permanent d'agent de maîtrise à temps complet afin de pouvoir nommer le responsable d'exploitation et de collecte sur ce grade.

Au sein du service enfance jeunesse et vie locale, le recrutement d'une auxiliaire de puériculture s'est avéré infructueux. Toutefois, la communauté de communes a retenu la candidature d'une personne ayant le diplôme d'infirmière. Cette candidate a entrepris les démarches pour une validation des acquis de l'expérience qui lui permettra d'obtenir le diplôme d'auxiliaire de puériculture. Afin que ce recrutement soit en conformité avec la réglementation en vigueur, il est nécessaire de créer un emploi permanent d'agent social à temps complet au sein de la crèche Les 3 Pommes.

Suite à la demande de départ à la retraite de la maitresse de maison de la crèche Les 3 Pommes et à l'arrêt du prestataire extérieur qui assurait l'entretien des locaux, il est proposé de créer un poste de maitresse de maison à temps complet à compter du 28 octobre 2024.

Au sein du service déchets, il est proposé de créer un poste permanent d'agent de maitrise à temps complet afin de mettre en adéquation le grade de l'agent titulaire retenu et le poste de chauffeur qui demande des qualifications et une expérience technique significatives.

Au sein du service enfance jeunesse et vie locale, la responsable du service arrive au terme de son détachement au 30 septembre 2024. Afin de pouvoir procéder à sa réintégration, il est proposé de créer un emploi permanent d'attaché principal de chargé de projets pour renforcer l'étude et la conduite de projet du service. Le poste de responsable existant sur le grade d'attaché principal sera supprimé lors du prochain conseil communautaire.

Monsieur le Président propose à l'assemblée :

Créations	Services	N° poste	Emplois	Grades	Cat*	ETP**
Création au 01/10/2024	Ressources	140	Responsable du pôle finances	Attaché	A	1
Création au 01/10/2024	Enfance jeunesse et vie locale	141	Bibliothécaire	Assistant de conservation du patrimoine	B	1
Création au 01/10/2024	Déchets	142	Responsable d'exploitation et de collecte des déchets	Agent de maîtrise	C	1
Création au 01/10/2024	Enfance jeunesse et vie locale	143	Animateur petite enfance	Agent social	C	1
Création au 28/10/2024	Enfance jeunesse et vie locale	144	Maitresse de maison	Adjoint technique/ adj tech principal 2cl/ adj tech principal 1cl	C	1
Création au 01/10/2024	Déchets	145	Conducteur de matériel de collecte et d'enlèvement	Agent de maitrise	C	1
Création au 01/10/2024	Enfance jeunesse et vie locale	146	Chargé de projets	Attaché principal	A	1

* Cat : catégorie

** ETP : équivalent temps plein



Il est proposé au conseil communautaire :

- d'approuver les créations des postes telles que détaillées ci-dessus modifiant ainsi le tableau des emplois permanents ;
- de préciser que sous réserve du caractère infructueux de recrutements de fonctionnaires, ces emplois pourront être pourvus par la voie contractuelle ;
- de préciser que les crédits suffisants sont prévus aux budgets de l'exercice.

Les créations des postes telles que détaillées ci-dessus modifiant ainsi le tableau des emplois permanents sont approuvées à l'unanimité.

15. Approbation de l'avenant n°1 au marché relatif à la maîtrise d'œuvre pour l'aménagement des bureaux de la CCMV

Par la décision intercommunale n°47/23 en date du 6 novembre 2023, la CCMV a attribué à la société La Cordée Architectes, le marché public de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement des bureaux de la communauté de communes. Ce marché a été conclu pour un montant forfaitaire provisoire de 18 235,00 € HT pour une durée de 24 mois.

L'avenant n°1 vise à apporter plusieurs modifications aux pièces de ce marché.

En premier lieu, les documents contractuels du marché prévoient que celui-ci est divisé en 3 tranches comme suit :

- **tranche n°1** : aménagement de la Maison de l'intercommunalité ;
- **tranche n°2** : aménagement des bureaux de la station d'épuration intercommunale ;
- **tranche n°3** : assistance à maîtrise d'ouvrage pour les autres bâtiments de la CCMV.

Toutefois, l'utilisation du terme « tranche » constitue une erreur de plume, ce terme n'étant pas approprié au regard du code de la commande publique. L'avenant corrige ainsi cette erreur en substituant le terme « tranche » par celui de « mission », plus approprié. De plus, l'avenant procède à la suppression de la tranche n°2 relative à l'aménagement des bureaux de la station d'épuration intercommunale.

En second lieu, l'avenant n°1 ajuste le taux de rémunération du maître d'œuvre initialement fixé à 15,16 % en le ramenant à 14,60 %. Cette modification se justifie par l'évolution de l'estimation du coût des travaux d'aménagement et la nécessité d'ajuster la rémunération du maître d'œuvre pour maintenir l'équilibre financier du projet. Initialement, le maître d'ouvrage avait estimé à 120 000 € HT le coût des travaux d'aménagement des bureaux de la CCMV. Toutefois, en cours de projet, plusieurs aménagements prévus se sont avérés impossibles à réaliser en raison de la découverte de contraintes techniques et financières. Ces contraintes ont conduit à adopter des solutions techniques alternatives, ce qui a entraîné une réévaluation du coût prévisionnel des travaux fixé à 132 588,30 € HT par le maître d'œuvre. Si le taux de rémunération initial de 15,16 % avait été appliqué à ce nouveau montant, la rémunération du maître d'œuvre aurait atteint 20 093,47 € HT soit un montant supérieur au forfait provisoire initial de 18 235 € HT. Afin de limiter cette augmentation, il a été décidé de revoir ce taux à la baisse tout en prenant en compte l'évolution de la charge de travail du maître d'œuvre liée aux nouvelles solutions techniques adoptées.

Enfin, conformément aux pièces du marché public, l'avenant n°1 fixe le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre à 19 357,89 € HT soit 23 229,47 € TTC.

Par conséquent, l'avenant n°1 entraîne une augmentation de 14,60 % du montant du marché.

Il est proposé au conseil communautaire :

- d'approuver l'avenant n°1 au marché relatif à la maîtrise d'œuvre pour l'aménagement des bureaux de la CCMV tel qu'annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser le Président à signer ledit avenant et tous les documents afférents à ce dossier.

Selon Pierre WEICK, il serait opportun que la communauté de communes s'intéresse à la vente d'une partie du bâtiment de l'AFRAT, situé à Autrans-Méaudre en Vercors, pour réfléchir à une déconcentration des services de la CCMV. Franck GIRARD rappelle que cette délocalisation a déjà commencé puisqu'une partie du service eau et assainissement travaille à la station d'épuration de Fenat et que le service aménagement du territoire et économie a déménagé dans le bâtiment du Téléspace Vercors.

Hubert ARNAUD affirme que l'intercommunalité doit réfléchir à externaliser ces services, d'une part, et estime que ça serait une erreur qu'une collectivité ne s'implique pas dans le rachat du bâtiment emblématique de l'AFRAT, d'autre part.

Dans le cadre de la gestion et de la dynamique des équipes, Michaël KRAEMER ne trouve pas que ce soit une bonne idée de dispatcher les services sur d'autres communes alors qu'ils sont très imbriqués. Il est important que les élus et les agents se rencontrent régulièrement. Guy CHARRON soulève également une inquiétude concernant le fonctionnement de ces services délocalisés.



L'avenant n°1 au marché relatif à la maîtrise d'œuvre pour l'aménagement des bureaux de la CCMV est approuvé à l'unanimité.

16. Approbation de l'avenant n°1 au marché relatif à la location-maintenance d'une chargeuse sur pneus avec accessoires

Par la délibération intercommunale n°24/22 en date du 4 mars 2022, la CCMV a attribué à la société Terre-Net le marché public de location-maintenance d'une chargeuse sur pneus avec accessoires permettant le chargement quotidien des déchets ménagers du centre de transfert et l'exploitation d'une déchèterie (tassages et changement de bennes). Ce marché a été conclu pour un montant estimé de 212 400 € HT et pour une durée totale de 5 ans.

Le présent avenant a pour objet de modifier le taux de la taxe sur la valeur ajoutée initialement appliqué à hauteur de 20 % aux prestations de location et maintenance listées dans l'annexe n°1 pour la période allant du 1^{er} mai 2022 au 31 août 2024.

En effet, la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 a redéfini les périmètres des taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de collecte, de tri et de traitement des déchets ménagers et assimilés.

En application de cette loi, le présent avenant prévoit l'application rétroactive d'un taux de la taxe sur la valeur ajoutée réduit de 10 % à compter du 1^{er} janvier 2021 aux prestations de location et de maintenance de la chargeuse.

En conséquence de ces modifications et de l'effet rétroactif de l'avenant, les prestations effectuées listées dans l'annexe n°1 entre le 1^{er} mai 2022 et le 31 août 2024 ont conduit à un trop perçu par le titulaire du marché.

Durant cette période, les sommes trop perçues par le titulaire au titre de la taxe sur la valeur ajoutée s'élèvent à un montant total de 8 641,83 €. L'avenant n°1 prévoit le remboursement de ladite somme par le titulaire à la CCMV.

Il est proposé au conseil communautaire :

- d'approuver l'avenant n°1 au marché relatif à la location-maintenance d'une chargeuse sur pneus avec accessoires tel qu'annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser le Président à signer ledit avenant et tous les documents afférents à ce dossier.

L'avenant n°1 au marché relatif à la location-maintenance d'une chargeuse sur pneus avec accessoires est approuvé à l'unanimité.

17. Approbation de l'avenant n°1 au lot n°1 « rue Paul Pouteil Noble » et de l'avenant n°2 au lot n°3 « chemin de l'Ecluse » relatifs au retrait des travaux de réseaux d'eaux pluviales du marché de travaux de réseaux d'alimentation en eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales à Villard-de-Lans rue Paul Pouteil-Noble, impasse des Gauchets et chemin de l'Ecluse

Par la décision n°2023.062 en date du 14 août 2023, la commune de Villard-de-Lans a attribué le marché de travaux de réseaux d'alimentation en eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales rue Paul Pouteil-Noble, impasse des Gauchets et chemin de l'Ecluse selon une opération décomposée en 3 lots :

- **le lot n°1** concernant la rue Paul Pouteil-Noble a été attribué au groupement représenté par la SAS Blanc. Ce marché a été conclu pour un montant de 114 909 € HT ;
- **le lot n°2** concernant l'impasse des Gauchets a été attribué au groupement représenté par la SAS Blanc. Ce marché a été conclu pour un montant de 84 694,20 € HT puis modifié par un avenant n°1 daté du 22 décembre 2023 portant le montant du marché à 97 206,20 € HT ;
- **le lot n°3** concernant le chemin de l'Ecluse a été attribué à l'entreprise Rochalp Travaux. Ce marché a été conclu pour un montant de 86 653,19 € HT puis modifié par un avenant n°1 daté du 18 janvier 2024 portant le montant du marché à 96 295,99 € HT.

Les travaux n'étaient pas entièrement exécutés au 1^{er} janvier 2024 au moment du transfert des compétences eau potable et assainissement vers la CCMV. Ainsi, à compter de cette date, les travaux liés aux réseaux d'eau potable et d'assainissement restant à réaliser relèvent de la communauté de communes et les travaux liés aux réseaux d'eaux pluviales restant à réaliser relèvent de la commune de Villard-de-Lans.

Le chiffrage de cette répartition est le suivant :

Lot	Titulaire	Montant total du marché (€ HT)	Part des travaux d'eaux pluviales - commune (€ HT)	Montant total des travaux hors eaux pluviales - CCMV (€ HT)
Lot n°1 rue Paul Pouteil-Noble Marché 2024-15iASS (ex 23-22-01)	SAS Blanc (groupement)	114 909,00 €	8 970,00 €	105 939,00 €



Lot n°2 impasse des Gauchets Marché 2024-16iASS (ex 23-22-02)	SAS Blanc (groupement)	97 206,20 €	0,00 €	97 206,20 €
Lot n°2 chemin de l'Ecluse Marché 2024-17iASS (ex 23-22-03)	Rochalp Travaux	96 295,99 €	2 357,44 €	93 938,55 €

Il s'agit donc de déduire par avenant les travaux de réseaux d'eaux pluviales des montants totaux des marchés des lots n°1 et n°3.

Par ailleurs, concernant le marché « rue Paul Pouteil-Noble » (lot n°1), des travaux complémentaires ont été rajoutés :

- des travaux d'eaux usées complémentaires pour se raccorder sur le réseau existant et reprendre un branchement d'un montant de 3 219 € HT ;
- des travaux d'eau potable complémentaires pour mettre en conformité un branchement existant d'un montant de 2 280,50 € HT.

Lot	Titulaire	Montant total du marché (€ HT)	Part des travaux d'eaux pluviales - commune (€ HT)	Montant des travaux d'eaux usées complémentaires	Montant des travaux d'eau potable complémentaires	Nouveau montant du marché
Lot n°1 rue Paul Pouteil-Noble	SAS Blanc (groupement)	114 909 €	8 970 €	3 129 €	2 280,50 €	111 348,50 €

Il est à noter que le marché relatif au lot n°2 « impasse des Gauchets » ne subit aucune modification.

Il est proposé au conseil communautaire :

- d'approuver l'avenant n°1 au lot n°1 « rue Paul Pouteil-Noble » ramenant le montant du marché à 111 348,50 € HT après déduction du montant des travaux du réseau d'eaux pluviales s'élevant à 8 970 € HT et ajout du montant des travaux complémentaires s'élevant à 5 409,50 € HT tel qu'annexé à la présente délibération ;
- d'approuver l'avenant n°2 au lot n°3 « chemin de l'Ecluse » ramenant le montant du marché à 93 938,55 € HT après déduction du montant des travaux du réseau d'eaux pluviales s'élevant à 2 357,44 € HT tel qu'annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser le Président à signer lesdits avenants et tous les documents afférents à ce dossier.

L'adjointe au directeur général des services conclu que ces avenants sont une régularisation afin d'enlever la partie « eaux pluviales » de ces contrats. Les communes ont passé des marchés de gré à gré afin de régler le volet administratif de ces marchés.

L'avenant n°1 au lot n°1 « rue Paul Pouteil-Noble » ramenant le montant du marché à 111 348,50 € HT après déduction du montant des travaux du réseau d'eaux pluviales s'élevant à 8 970 € HT et ajout du montant des travaux complémentaires s'élevant à 5 409,50 € HT et l'avenant n°2 au lot n°3 « chemin de l'Ecluse » ramenant le montant du marché à 93 938,55 € HT après déduction du montant des travaux du réseau d'eaux pluviales s'élevant à 2 357,44 € HT sont approuvés à l'unanimité.

18. Approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public d'assainissement collectif sur la commune de Lans-en-Vercors

Par une délibération en date du 23 mars 2021, la commune de Lans-en-Vercors a confié à la société Véolia Eau-Compagnie générale des eaux, la gestion de son service public d'assainissement collectif et la gestion des eaux pluviales urbaines pour une durée de 6 ans.

L'avenant n°1 au contrat de délégation de service public vise à retirer du contrat les prestations relatives à la gestion des eaux pluviales urbaines.

L'avenant supprime l'ensemble des références relatives à la gestion des eaux pluviales urbaines. En effet, depuis le 1^{er} janvier 2024, la CCMV exerce désormais la compétence assainissement. Par conséquent, l'intercommunalité a été substituée aux communes dans chacun des contrats conclus par ces dernières en la matière. Ainsi, le présent contrat de délégation de service public relève désormais de la communauté de communes. Or, la compétence gestion des eaux pluviales demeure exclusivement communale. Il est donc nécessaire de retirer la gestion des eaux pluviales urbaines du contrat de délégation de service public ; la CCMV ne pouvant en effet déléguer l'exercice d'une compétence qu'elle ne possède pas.

Il est proposé au conseil communautaire :

- d'approuver l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public d'assainissement collectif sur la commune de Lans-en-Vercors tel qu'annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser le Président à signer ledit avenant et tous les documents afférents à ce dossier.



L'avenant n°1 au contrat de délégation de service public d'assainissement collectif sur la commune de Lans-en-Vercors est approuvé à l'unanimité.

19. Approbation du protocole d'accord conclu avec la société Fuji Electric France SAS pour clore le litige relatif au marché de fourniture, d'installation et de mise en service de débitmètres biogaz

Par la délibération intercommunale n°39/15 en date du 3 avril 2015, la CCMV a attribué le marché de fourniture, d'installation et de mise en service de débitmètres biogaz à la société Fuji Electric France SAS pour un montant de 58 279,20 € TTC.

Les débitmètres biogaz fournis, installés et mis en service par la société présentent des dysfonctionnements que la société n'est pas parvenue à corriger.

La communauté de communes a considéré dès lors que des pénalités s'appliquaient et, qu'en outre, le marché ne pouvait pas faire l'objet d'un paiement total étant donné que les débitmètres n'étaient pas entièrement et correctement opérationnels.

La société a partiellement contesté les manquements qui lui étaient reprochés ainsi que les pénalités et les réfections du marché associées à ces manquements.

La durée du marché est expirée et après de multiples échanges, les parties sont parvenues à un accord, formalisé dans le protocole d'accord permettant de clore le litige survenu dans le cadre de ce marché et de solder les comptes.

Ainsi, en raison des défaillances persistantes des débitmètres biogaz, le protocole d'accord établi avec la société Fuji Electric France SAS prévoit :

- que le reliquat du marché s'élevant à 5 878,72 € TTC ne serait pas versé à la société ;
- que la société dédommagerait la CCMV à hauteur de 8 701,20 € TTC.

Le protocole d'accord précise notamment les conditions et les modalités de versement des sommes dues par la société Fuji Electric France SAS à l'intercommunalité au titre de ce dédommagement.

Il est proposé au conseil communautaire :

- d'approuver le protocole d'accord établi avec la société Fuji Electric France SAS pour clore le litige relatif au marché de fourniture, d'installation et de mise en service de débitmètres biogaz tel qu'annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser le Président à signer ledit protocole et tous les documents afférents à ce dossier.

Le protocole d'accord établi avec la société Fuji Electric France SAS pour clore le litige relatif au marché de fourniture, d'installation et de mise en service de débitmètres biogaz est approuvé à l'unanimité.

20. Questions diverses

- Pierre WEICK rappelle que la CCMV organise un séminaire pour le déploiement du solaire photovoltaïque sur le Vercors Nord qui se tiendra le jeudi 7 novembre à 10h à La Coupole. Les agriculteurs et les élus du territoire (municipaux et communautaires) sont invités. Afin d'organiser au mieux cette réunion, il remercie les personnes intéressées de s'inscrire directement via le lien suivant : <https://framaforms.org/journee-solaire-photovoltaïque-sur-le-vercors-nord-7-novembre-2024-1725524924>.

La séance est levée à 17h15.

Franck GIRARD,
Président de la CCMV.

Thomas GUILLET,
Secrétaire de séance.

